

Dritte Sitzung – Troisième séance

Mittwoch, 20. September 2000

Mercredi, 20 septembre 2000

08.00 h

00.9001

Mitteilungen des Präsidenten Communications du président

Präsident (Seiler Hanspeter, Präsident): Das Büro hat heute Morgen, um 07.00 Uhr, über die Dringlichkeit von Vorstössen entschieden. Das Büro hat beschlossen, die Vorstösse betreffend den Rechtsextremismus für dringlich zu erklären. Diese Vorstösse werden mit grösster Wahrscheinlichkeit am Donnerstag der dritten Sessionswoche behandelt. Die Behandlung erfolgt in einer organisierten Debatte, damit alle Fraktionen – auch die kleinen – Gelegenheit haben, dazu Stellung zu nehmen.

99.011

Ja zu Europa. Volksinitiative Oui à l'Europe. Initiative populaire

Differenzen – Divergences

Botschaft des Bundesrates 27.01.99 (BBl 1999 3830)
Message du Conseil fédéral 27.01.99 (FF 1999 3494)

Integrationsbericht 1999 des Bundesrates 03.02.99
Rapport 1999 du Conseil fédéral sur l'intégration 03.02.99

Bestellung: EDMZ, 3003 Bern/Commande: OCFIM, 3003 Berne

Nationalrat/Conseil national 07.06.00

Nationalrat/Conseil national 07.06.00

Ständerat/Conseil des Etats 14.06.00

Ständerat/Conseil des Etats 15.06.00

Nationalrat/Conseil national 19.06.00

Nationalrat/Conseil national 23.06.00

Ständerat/Conseil des Etats 23.06.00

Nationalrat/Conseil national 20.09.00

Ständerat/Conseil des Etats 28.09.00

1. Bundesbeschluss über Beitrittsverhandlungen der Schweiz mit der Europäischen Union

1. Arrêté fédéral relatif à des négociations en vue de l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne

Antrag der Kommission

Mehrheit

Festhalten

Minderheit

(Fischer, Borer, Fehr Hans, Fehr Lisbeth, Frey Claude, Frey Walter, Kofmel, Schlüer)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

(= Nichteintreten)

Proposition de la commission

Majorité

Maintenir

Minorité

(Fischer, Borer, Fehr Hans, Fehr Lisbeth, Frey Claude, Frey Walter, Kofmel, Schlüer)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

(= Ne pas entrer en matière)

Rennwald Jean-Claude (S, JU), pour la commission: Depuis notre grand débat du mois de juin, la Commission de politique extérieure s'est réunie à deux reprises pour examiner les divergences entre les deux Conseils relatives au dossier européen, et plus spécialement concernant la question de savoir s'il convient oui ou non d'opposer un contre-projet indirect à l'initiative populaire «Oui à l'Europe!».

Dans un premier temps, et encore pendant la session d'été, la CPE a décidé de ne se prononcer qu'après les vacances. En rejetant une motion d'ordre qui demandait exactement l'inverse, notre Conseil a confirmé ce point de vue. Ce report, je vous le rappelle, n'a pas été dicté par des considérations tactiques. Il visait uniquement à donner un délai de réflexion supplémentaire à nos collègues du Conseil des Etats. D'ici peu, on saura si cette pause de réflexion a été fructueuse ou non.

Dans un deuxième temps, et plus précisément en date du 14 août, la CPE a décidé de maintenir le contre-projet indirect adopté en date du 7 juin 2000 par notre Conseil, et cela à la très confortable majorité de 15 voix contre 8.

Je ne reprendrai pas aujourd'hui tous les arguments qui, aux yeux de la majorité de la commission, militent en faveur d'une adhésion de la Suisse à l'Union européenne. Je rappellerai tout de même que, pour nous, cette adhésion est conforme aux intérêts politiques, économiques, sociaux et culturels de notre pays.

Intérêt politique, parce que la Suisse ne peut être associée au destin de l'Europe que si elle est présente là où se prennent les décisions qui concernent l'avenir de ce continent. Or, ces décisions concernent toujours davantage la Suisse, parce qu'aujourd'hui plus aucun problème important ne peut se résoudre dans un cadre strictement national, qu'il relève de la politique sociale, du développement économique, de l'environnement, des transports ou encore de la politique extérieure.

Intérêt politique aussi, parce que depuis plus de 50 ans, l'Union européenne est un facteur de paix sur le continent européen. Or, cette paix et cette stabilité, on l'oublie trop souvent, sont aussi des facteurs de prospérité économique et sociale.

Intérêt économique et social, parce que l'histoire montre qu'il n'y a pas de progrès social et pas de création d'emplois sans croissance économique. Or, à moyen et à long terme, l'adhésion à l'Union européenne entraînera un surplus de croissance encore supérieur à celui que procurera la mise en oeuvre des accords sectoriels bilatéraux, et cela malgré la charge annuelle supplémentaire que l'adhésion représentera pour notre pays.

Intérêt culturel, enfin parce que si la Suisse appartient à l'Europe géographiquement et économiquement, elle en fait aussi partie d'un point de vue historique et culturel. Dès lors, comme les autres pays européens, la Suisse a la mission de défendre non seulement des intérêts économiques, mais aussi des valeurs communes à l'ensemble des peuples d'Europe, voire un certain modèle de civilisation et une certaine idée de la vie en société.

Du point de vue de cette approche fondamentale, rien n'a changé depuis le mois de juin. En d'autres termes, tous ces motifs indiquent clairement pourquoi l'adhésion à l'Union européenne constitue un objectif stratégique pour notre pays et pourquoi la demande d'adhésion doit être réactivée. Rien n'a changé non plus en ce qui concerne la nécessité d'opposer un contre-projet indirect à l'initiative «Oui à l'Europe!» Pour la majorité de la commission, ce contre-projet est nécessaire, parce qu'il serait plus judicieux que le peuple

et les cantons se prononcent non pas sur le principe d'une adhésion, mais sur l'adhésion elle-même, au moment où ils auront une idée précise des réformes intérieures et des nouvelles mesures d'accompagnement qu'implique l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne. Je pense par exemple au fonctionnement des droits populaires, au relèvement de la TVA à 15 pour cent et à son utilisation, aux effets de l'adhésion sur notre sécurité sociale et sur notre droit du travail, ou encore aux conséquences de l'adhésion pour la neutralité et le fédéralisme. Nous sommes d'avis que cette stratégie a fait ses preuves avec les accords bilatéraux et qu'il n'y a donc pas lieu de changer de méthode.

Nous pensons aussi que, dans toute cette affaire, l'objectif premier n'est ni le débat, ni une votation populaire en tant que telle. L'objectif premier, c'est l'adhésion et, pour ce faire, il convient de créer toutes les conditions pour que le peuple et les cantons puissent se prononcer en connaissance de cause. J'aimerais encore rappeler que, pour la majorité de la commission, ce contre-projet indirect ne fait pas violence au peuple. En effet, une réactivation de la demande d'adhésion n'est pas encore synonyme d'adhésion.

Si ce contre-projet indirect était accepté, il est fort probable que le peuple et les cantons ne se prononceraient pas avant 2006, 2007 ou 2008 sur l'adhésion, c'est-à-dire six à huit ans après le scrutin sur les accords bilatéraux. Ce calendrier aurait encore un autre mérite, celui de permettre d'expérimenter les accords bilatéraux et les mesures d'accompagnement, ce qui serait une autre façon de ne brusquer personne.

Dans ce débat relatif aux délais, il faut enfin tenir compte d'une donnée extrêmement importante, à savoir que nous avons aujourd'hui de l'avance par rapport aux autres pays candidats à l'adhésion, mais que cette avance, si nous gérons mal la suite des opérations, pourrait fondre comme neige au soleil. Pour ne prendre qu'un seul exemple, il se pourrait bien que la Pologne soit membre de l'Union européenne en 2005 déjà.

D'un point de vue structurel, rien n'a donc changé depuis notre débat du mois de juin, de sorte que toutes les vérités que nous avons énoncées à l'époque restent valables aujourd'hui. Il m'apparaît en revanche que sur le plan conjoncturel, c'est-à-dire celui du court terme, deux éléments nouveaux ou du moins supplémentaires doivent être pris en considération.

1. On sait depuis quelque temps que les accords sectoriels n'entreront pas en vigueur le 1er janvier prochain, comme cela était prévu au départ, mais probablement durant le premier semestre 2001. Ce retard tient au fait que la procédure de ratification de l'Accord sur la libre circulation des personnes tend à traîner dans certains Etats de l'Union européenne. Officiellement, il s'agit de questions de procédure. C'est vrai, mais ce qui est vrai aussi, c'est que certains pays de l'Union européenne attendent sans doute le résultat de la votation du dimanche qui vient sur l'initiative des 18 pour cent avant de se prononcer, alors que d'autres seraient peut-être plus enclins à se prononcer plus rapidement si notre Parlement affichait clairement sa volonté de maintenir le but stratégique de l'adhésion à l'Union européenne. Bien sûr, nous sommes là dans le domaine des hypothèses, voire des spéculations, mais tout le monde sait aussi que l'action politique ne se limite jamais à des données purement objectives.

2. On sait que le 21 mai dernier, les Suisses n'ont pas dit oui à l'adhésion, mais oui aux accords sectoriels. C'est vrai. Il n'en reste pas moins que l'analyse Vox apporte à ce sujet un élément de réflexion tout à fait intéressant. Je cite: «Deux partisans du oui sur cinq ont motivé leur choix par des arguments en rapport avec l'Union européenne. Parmi eux dominaient nettement ceux et celles qui préconisaient une étroite collaboration avec l'Union européenne, ou même l'adhésion.» Les auteurs de l'analyse ajoutent, et c'est encore plus important – je cite encore une fois: «Seul un partisan des accords sur dix a voté oui dans l'espoir d'empêcher une adhésion à l'Union européenne.» Autrement dit, le oui aux accords n'a pas été un non à l'Union européenne. Mieux en-

core, si l'excellent résultat du 21 mai passé – 67 pour cent de oui – ne saurait être interprété comme un oui à l'Union européenne, il contient néanmoins les germes d'une dynamique qui, tôt ou tard, fera de nous de vrais Européens.

Pour toutes ces raisons, je vous demande de suivre la forte majorité de la Commission de politique extérieure, et donc de maintenir notre contre-projet indirect.

Suter Marc F. (R, BE), für die Kommission: Die Frage, ob der Volksinitiative «Ja zu Europa!» ein Gegenvorschlag gegenübergestellt werden soll, beschäftigt uns in diesem Rat heute das letzte Mal. Unsere Debatte ist nicht matchentscheidend – entscheidend ist, was der Ständerat beschliessen wird. Unser Rat ist der CVP-Fraktion gefolgt und hat einen Gegenvorschlag verabschiedet. Nachher haben wir, über den Sommer, eine Denkpause beschlossen, die dazu dienen sollte, zu schauen, ob der Ständerat sich diesem Gegenvorschlag anschliessen könne. Nun: Es sind Gespräche geführt worden – es war etwas ein «dialogue de sourds». Der Ausgang im Ständerat, sein Beschluss, ist ungewiss.

Inhaltlich gibt es eigentlich nur einen Punkt von zentraler Bedeutung, nämlich folgenden: Würde der Ständerat sich dem Nationalrat anschliessen, dann wäre der Beitritt der Schweiz zur EU nunmehr das strategische Ziel auch der Bundesversammlung – und nicht nur, wie bisher, dasjenige des Bundesrates. Bleibt dagegen der Ständerat bei seiner Haltung, so wird das Thema von der Traktandenliste gestrichen. Im Inland, vor allem aber im Ausland würde ein solcher Entscheid als eine Absage, als Verzicht auf jede weitere Diskussion über einen EU-Beitritt in absehbarer Zeit verstanden.

Das wäre für unsere Stellung in Europa schlecht. Die Konsequenzen sind absehbar. Es wäre damit zu rechnen, dass sich die Ratifikation der bilateralen Verträge, also das Prozedere zu ihrer Genehmigung durch die Parlamente der EU-Staaten, noch stärker verlangsamen könnte. Auch wäre unsere Stellung in den weiteren Verhandlungen, die wir mit der EU führen müssen und wollen, geschwächt. Eine Absage der Schweiz an jede Diskussion über einen EU-Beitritt ist ein negatives Signal, ist eine Verweigerung des Dialogs. Bei allem Verständnis im Ausland für die Besonderheiten unseres Systems wird doch etwas haften bleiben – nämlich, dass die Regierung nicht die Unterstützung des Parlamentes geniesst. Darum geht es.

Der Bundesrat hat am strategischen Ziel des EU-Beitritts zu Recht festgehalten, und er hat einen entsprechenden Gegenvorschlag unterbreitet. Unser Rat ist diesem Gegenvorschlag inhaltlich gefolgt. Er hat damit auch zum Ausdruck gebracht, dass die Unterstützung des Bundesrates, unserer Regierung, hier ausschlaggebend ist. Der Bundesrat führt die Aussenpolitik, aber wir gestalten mit. Wenn im Ausland der Eindruck entsteht, dass unsere Regierung in der zentralen Frage der Aussenpolitik gleichsam mit kurzen Hosen dasteht, dann ist das schlecht. Damit wird die Stellung unseres Landes geschwächt, und es liegt auf der Hand, dass dadurch die Vertretung unserer Interessen erschwert wird.

Aufgrund dieser Überlegungen ist die Mehrheit Ihrer Aussenpolitischen Kommission klar der Auffassung, dass es heute gilt, ein Zeichen zu setzen und am Gegenvorschlag festzuhalten. Die Kommission hat diesen Beschluss mit 15 zu 8 Stimmen gefasst. Ich bitte Sie, dem Antrag Ihrer Kommissionsmehrheit zu folgen.

Fischer Ulrich (R, AG): Sie haben es in den beiden langen Vorträgen gehört: Die Fronten sind unverändert, die Haltung der Minderheit ist allerdings durch den klaren Positionsbezug des Ständerates gestärkt worden. Mit klarer Mehrheit – ich möchte das hier gleich anfügen – hat die FDP-Fraktion beschlossen, dem Ständerat zu folgen, die Differenz auszuräumen und auf einen indirekten Gegenvorschlag zu verzichten.

Ob mit oder ohne Gegenvorschlag: Die Kompetenz des Bundesrates bleibt die gleiche, er hat sie nämlich ohnehin, er kann Beitrittsverhandlungen einleiten, er kann andere Verhandlungen führen, wie und wann er es als richtig erachtet.

Der Gegenvorschlag ist unnötig und rennt offene Türen ein. Ohne Gegenvorschlag ist der Handlungsspielraum des Bundesrates im Gegenteil noch grösser, grösser für allfällige Zwischenschritte. Er kann die Situation je nach der Entwicklung beurteilen; die Entwicklung in der EU ist ja alles andere als sicher. Er kann im Interesse der Schweiz dann entsprechend handeln. Der Verzicht ist, ganz im Gegenteil zu dem, was Sie soeben gehört haben, keine Absage an jede weitere Diskussion über das Verhältnis der Schweiz zur EU, wie es Herr Cavalli in der «NZZ» suggeriert hat und wie es auch Herr Suter soeben gesagt hat. Vielmehr kann die Diskussion über die Weiterentwicklung unserer Europapolitik ohne enge Leitplanken eines Gegenvorschlages geführt werden.

Welchen Eindruck macht nun der Verzicht auf den Gegenvorschlag auf die EU? Es wird von Herrn Cavalli und auch von Herrn Suter behauptet, das habe eine Verlangsamung des Ratifikationsprozesses in den EU-Staaten bezüglich unserer bilateralen Verträge zur Folge. Das trifft überhaupt nicht zu. Die Erfahrung zeigt: Die EU verfolgt die Entwicklung in der Schweiz bis ins Detail. Die Exponenten der EU sind sehr wohl in der Lage, zu differenzieren und zu erkennen, dass es sich bei diesem Gegenvorschlag um eine blosser Deklamation ohne Rechtswirkung handelt, dass aber damit keineswegs eine Tür zugeschlagen wird, dass damit auch keineswegs ein allfälliger Beitritt vom Tisch ist. Dieser Beschluss wird keinen Einfluss auf die Politik der EU der Schweiz gegenüber haben.

Gravierend ist demgegenüber der Eindruck, den der Gegenvorschlag nach innen macht. Noch bevor die bilateralen Verträge unter Dach sind, wird bereits ein nächster Schritt eingeleitet, obwohl im Vorfeld der Abstimmung beteuert wurde, dass die Annahme der bilateralen Verträge alle Optionen offen lasse. Wenn wir nun bereits hier die Weichen in diese Richtung stellen, dann kommt sich die Bevölkerung verschaukelt vor, und sie empfindet ihr Vertrauen als missbraucht.

Deshalb: Lehnen Sie die Initiative ab, was die Räte bereits getan haben. Ich hoffe, dass das Volk dasselbe tun wird. Verzichten Sie auf einen Gegenvorschlag, lassen Sie alle möglichen Optionen sorgfältig prüfen, auch unter Berücksichtigung der weiteren Entwicklung in der EU. Lassen Sie dem Bundesrat die Möglichkeit, jene Schritte einzuleiten, die er für richtig hält, und lassen Sie ihn den Zeitpunkt frei wählen.

Folgen Sie im Interesse der Schweiz der Minderheit, und lehnen Sie einen Gegenvorschlag ab.

Baumann Ruedi (G, BE): Die grüne Fraktion empfiehlt Festhalten am indirekten Gegenvorschlag zur Volksinitiative «Ja zu Europa!», dem wir in diesem Rat ja bereits einmal im Juni dieses Jahres zugestimmt haben. Dem Vernehmen nach hat der Lernprozess leider auch in den Sommermonaten die rechtskonservative Mehrheit des Ständerates und auch die rechte Seite dieses Rates noch nicht erreicht. Das dürfte dazu führen, dass wir in absehbarer Zeit eine Volksabstimmung zur Initiative «Ja zu Europa!» abhalten werden müssen oder können, je nach Standpunkt.

Jedenfalls empfehlen wir Grünen den jungen Initianten heute schon, ihre Initiative unter diesen Voraussetzungen nicht zurückzuziehen. Bekanntlich braucht es in diesem Land immer verschiedene Anläufe, bis sich das Gute durchsetzt. Das war beim Frauenstimmrecht so, das war bei der AHV so – auch beim Uno-Beitritt, das wird wahrscheinlich auch bei der ökologischen Steuerreform und eben auch beim EU-Beitritt so sein.

Ein Abstimmungskampf zur Frage, ob die Schweiz Beitrittsverhandlungen mit der EU aufnehmen soll, tut diesem Land gut, so oder so. Auch wenn zurzeit keine Mehrheit möglich scheint, muss man halt dafür kämpfen, dass irgendwann eine Mehrheit erreicht werden kann.

Worauf warten wir denn eigentlich noch? Müssen wir denn immer die Letzten sein, wie bei der Uno? Erst wenn der letzte südpazifische Kleinstaat der Erde zugestimmt hat, wagen auch wir Schweizer wieder einen Anlauf. Wir verzichten

mit unserer Haltung in der Europafrage freiwillig darauf, diesen Kontinent mitzugestalten, eine Charta der Grundrechte auszuarbeiten, die demokratische Mitbestimmung auszubauen. Eigentlich müsste man den europäischen Parlamenten empfehlen, die Ratifizierung der bilateralen Verträge mit der Schweiz noch etwas aufzuschieben, bis das Land weiss, zu welchem Kontinent es gehört, oder bis es weiss, ob es der europäischen Völkergemeinschaft überhaupt angehören will.

Wir Grünen werden uns für die Initiative «Ja zu Europa!» engagieren, wohl wissend, dass das ein langer und steiniger Weg ist, aber wir würden uns wenigstens auf den Weg machen und nicht in verstocktem Isolationismus verharren.

Schluer Ulrich (V, ZH): Die Sache ist klar, das Geschäft ist festgefahren. Die SVP-Fraktion unterstützt geschlossen den Antrag der Minderheit Fischer.

Eigentlich könnte man ja ins verlängerte Wochenende gehen, gäbe es da nicht eine neue, ich meine entlarvende Entwicklung, welche von jener Partei ausgelöst wird, die am geschlossensten die Idee «Gegenvorschlag» unterstützt. Ich meine die geplante «Pilgerfahrt» jener nach Brüssel, die seinerzeit mit der Anti-Banken-Initiative gescheitert sind. Als Angehörige einer Regierungspartei glauben sie heute, in Brüssel gegen ein Geschäft Stimmung machen zu müssen, das für die Schweiz von vitaler Bedeutung ist. Das ist meines Erachtens eine bemerkenswerte Entwicklung, eine Entwicklung, die im Zusammenhang mit der laufenden Europadiskussion auf den Tisch gelegt werden muss.

Es ist etwas Ausserordentliches, dass eine Regierungspartei direkt im Ausland Einfluss nimmt, um gegen die Schweiz und ihr Bankkundengeheimnis zu agitieren. Vor dieser Tatsache stehen wir, und das muss hier gesagt sein. Es muss aber auch gesagt sein, dass dieses Vorgehen gegen Freiheitsrechte eines jeden Einzelnen in diesem Land gerichtet ist. Gegen das Freiheitsrecht, dass man als unbescholtener Bürger frei und eigenverantwortlich über das ehrlich verdiente Vermögen verfügen kann. Auf demokratischem Wege gelang es nicht, diesen Grundsatz auszuhebeln – also wählen die Urheber jetzt den Umweg via Brüssel.

Das müssen sich diejenigen hinter die Ohren schreiben, die auf die Politik, wie die Linke sie uns empfiehlt, einsteigen wollen. Wir anerkennen durchaus, dass die Sozialistische Internationale in Europa ihre Macht entfalten kann. Das Österreich-Debakel, das die EU zu bewältigen hatte, geht auf eine Machtdemonstration der Sozialistischen Internationalen zurück. Dass Sie, meine Damen und Herren von der Linken, jetzt – nachdem man den Eindruck hat, dass selbst die linken Regierungen innerhalb der EU aus dem heraufbeschworenen Debakel etwas gelernt hätten; sie sagen heute klar, eine Aktion wie jene gegen Österreich solle es in Zukunft nie mehr geben – auf diesen Zug aufzuspringen Gedanken und glauben, via Ausland Entscheidungen herbeiführen zu können, die Sie hier auf demokratischem Weg nicht herbeiführen können, das ist bemerkenswert und mag den einen oder anderen in diesem Rat vielleicht dazu bewegen, seine Position in Bezug auf den empfohlenen Gegenvorschlag doch noch zu ändern.

Es ist durchaus schön, strategische Ziele zu formulieren. Wenn man strategische Ziele aber umsetzen will, indem man die demokratischen Entscheidungsabläufe in diesem Land umgeht, dann ist das bedenklich. Es ist bemerkenswert zu wissen, dass eine Regierungspartei in diesem Land diesen Weg begehen will.

Ich bitte Sie im Namen der SVP-Fraktion, den Gegenvorschlag abzulehnen. Selbstverständlich bitte ich Sie auch, die Initiative «Ja zu Europa!» abzulehnen.

Gysin Remo (S, BS): Lassen Sie mich zuerst eine persönliche Bemerkung zu Herrn Schluer machen. Er greift die SP an, weil sie nach Brüssel geht, um dort mit Parlamentarierinnen und Parlamentariern zu kommunizieren. Dazu möchte ich nur sagen, Herr Schluer: In Brüssel sind die Schweizer Regierung, die Verwaltung und die Diplomatie vertreten. Die Industrie ist dort vertreten, die Kantone haben ein Büro er-

öffnet – und Sie stören sich daran, wenn das Parlament international kommuniziert. Wir setzen uns dafür ein, dass wir mit dem IWF kommunizieren, mit der WTO und schliesslich auch mit unserer Nachbarschaft, mit den europäischen Ländern. Wenn wir dort von parlamentarischer Fraktion zu parlamentarischer Fraktion sprechen, so ist das Kommunikation und Zusammenarbeit, also das Gegenteil von Isolation. Das ist die Art von Politik, die es heute braucht.

Zum Thema: Die SP-Fraktion bittet Sie, festzuhalten und auf den Bundesbeschluss einzutreten. Zur Erinnerung: Sie haben bereits die Volksinitiative «Ja zu Europa!» abgelehnt. Das ist erklärungsbedürftig. Meines Erachtens handelt es sich beim so genannten Gegenvorschlag nicht um einen eigentlichen Gegenvorschlag. Das ist der falsche Ausdruck. Es ist vielmehr eine Erklärung. Es ist nichts anderes als die Bestätigung der bundesrätlichen Zielsetzung. Mit dieser Bestätigung verhalten wir uns selbst zielorientiert. Das ist alles. Es ist aber wichtig, dass wir das für unser Land und unsere Nachbarschaft festhalten.

Der Ständerat hingegen will alle Optionen – weitere bilaterale Verträge, EWR II und EU-Beitritt – offen lassen. Dazu nur in Kürze Folgendes: Einzelne zusätzliche Verträge sind möglich und werden bereits auch eingefädelt. Der EWR II kommt nicht in Frage, weil damit die EU nach wie vor in vielen Bereichen für die Schweiz Recht setzen würde, ohne dass wir mitentscheiden oder dies verhindern könnten. Das haben wir alles schon festgehalten und diskutiert.

Die Haltung des Ständerates können wir nicht übernehmen, denn wer alles will und alles offen lassen will, will schliesslich nichts oder ist entscheidungsunfähig. Beides ist nicht gerade ein Qualitätsmerkmal eines Parlamentes, das verpflichtet ist – ich erinnere an den neuen Artikel 166 der Bundesverfassung –, sich an der Gestaltung der Aussenpolitik zu beteiligen und die Pflege der Beziehungen zum Ausland zu beaufsichtigen.

Im Namen der SP-Fraktion bitte ich Sie, nicht auf die ständerätliche Ziellosigkeit einzugehen. Diese Haltung würde nicht verstanden, weder in der Schweiz noch in unserer Nachbarschaft.

Herr Fischer, wir politisieren nicht isoliert, nicht im luftleeren Raum. Wir haben eine europäische Nachbarschaft und ein sensibles Feld, in dem wir hier politisieren, und da müssen wir uns auch verständlich ausdrücken.

Bei diesem zweiten Bundesbeschluss handelt es sich wie gesagt um eine Zielsetzung. Es ist selbstverständlich – wenigstens für mich und für meine Fraktion –, dass Zielsetzungen nicht referendumsfähig sind.

Selbstverständlich wird das Volk über den EU-Beitritt abstimmen, und die Bevölkerung wird selbstverständlich eine Vorlage dazu erhalten. Das ist das Wesentliche.

Ich bitte Sie im Namen der SP-Fraktion, festzuhalten.

Eggly Jacques-Simon (L, GE): Je crois, comme disait le président François Mitterrand, que dans cette affaire, l'essentiel, c'est de donner du temps au temps. C'est le temps qui est critère de tout. Il s'agit, d'une part, de savoir quel est l'acte politique essentiel, urgent, et de savoir ensuite quelle est la vision politique que nous avons, et ce que nous pensons qui arrivera nécessairement.

En ce qui concerne le temps actuel, il est évident qu'on en est aux accords bilatéraux. Il s'agit d'espérer que les accords bilatéraux seront soit ratifiés le plus vite possible par tous les Etats de l'Union européenne – je parle du volet de la libre circulation – et de voir ensuite comment nous vivrons durant les années prochaines avec l'application de ces accords bilatéraux.

Une autorité politique comme le Parlement, à l'instar du Conseil fédéral – je vous rappelle qu'en politique étrangère, de par la loi, le Parlement est associé à la conception et à la conduite de la politique étrangère – une autorité politique donc, si elle est digne de ce nom, doit avoir une vision. Or, la vision, elle est évidente. L'Europe, quoi qu'on en dise, quoi qu'on en veuille, avec ses imperfections, avec ses couacs, avec ses contradictions, l'Europe nécessairement se fera.

Il n'est donc pas imaginable de penser que la Suisse pourra préserver son identité, préserver ses intérêts en dehors d'une relation étroite avec l'Union européenne. Il n'est pas imaginable, dans une vision réaliste et dans une vision tournée vers l'avenir, d'imaginer l'avenir de la Suisse autrement que dans l'Union européenne.

Alors, est-ce que c'est un temps long qu'il faut imaginer, ou est-ce que c'est un temps moyen? Là, on peut différer d'opinion.

Mais il y a une chose qui est certaine: c'est que dès aujourd'hui, aussi bien vis-à-vis de nos partenaires européens que vis-à-vis de notre opinion publique, il est normal et il est bon que le Parlement – autant que le gouvernement – disent que le but politique, dans une vision – encore une fois – historique et politique, c'est en effet l'adhésion.

Par conséquent: que nous soyons informés, que cette négociation soit préparée, que les conséquences d'une adhésion soient expliquées! Tout cela, c'est tout simplement ce qui correspond – j'allais presque dire – à notre travail, au but stratégique défini par le Conseil fédéral.

C'est la raison pour laquelle je crois qu'il est normal, que l'on soit un chaud partisan de l'adhésion ou que l'on soit tiède ou que l'on soit encore en expectative quant à l'évolution de l'Union européenne, il est normal que nous maintenions cette décision et il serait heureux que le maintien de notre décision puisse entraîner le Conseil des Etats à un peu plus d'ouverture et à un plus de soutien à la conception du gouvernement.

Enfin, un dernier mot: vis-à-vis des jeunes – je ne parle pas de toute la jeunesse: il y a des jeunes qui sont contre l'adhésion à l'Union européenne –, vis-à-vis de ceux qui ont eu le ressort, qui ont eu, si je puis dire, le civisme aussi et la force de surmonter leur déception au lendemain du 6 décembre 1992, il serait normal, il serait équitable et il serait bon pour la Suisse que ce Parlement fasse un geste dans leur direction. Ceci pourrait, le cas échéant, les amener à retirer leur initiative.

Pour toutes ces raisons, le groupe libéral vous demande de maintenir votre décision.

Zapfl Rosmarie (C, ZH): Die CVP-Fraktion hält am indirekten Gegenvorschlag gemäss Entwurf des Bundesrates fest.

Für uns ist es wichtig, dass sich die Schweiz am europäischen Integrationsprozess beteiligt und als Ziel den Beitritt zur EU anstrebt. Der Gegenvorschlag enthält keine zeitlichen Vorgaben zur Aufnahme von Beitrittsverhandlungen. Der Bundesrat soll die Beitrittsverhandlungen mit der EU vorbereiten und einleiten, wenn die innenpolitischen Voraussetzungen dafür gegeben sind. Das haben wir bei der letzten Verhandlung in diesem Rat einige Male betont, und nicht nur die CVP-Fraktion hat das getan. Damit akzeptieren die CVP-Fraktion und auch andere Fraktionen die Ängste und Unsicherheiten, aber auch die Zweifel vieler Bürger in unserem Land. Niemand hat zum heutigen Zeitpunkt fixfertige Antworten auf die Fragen, die sich zu einem EU-Beitritt stellen. Aus diesem Grunde verlangt die CVP-Fraktion vom Bundesrat einen Bericht über die Auswirkungen eines Beitritts auf die direkte Demokratie, den Föderalismus sowie auf die Wirtschafts-, Finanz-, Sozial- und Umweltpolitik. Damit sind auch ihre Bedenken aus dem Weg geräumt. Die CVP-Fraktion akzeptiert voll und ganz die Zuständigkeit des Bundesrates für die Reaktivierung des Beitrittsgesuches. Dies soll im Licht von ersten Erfahrungen mit den bilateralen Verträgen geschehen, aber auch nach Konsultationen mit dem Parlament und den Kantonen.

Ein EU-Beitritt kann nicht mit fixen Daten erzwungen werden. Der Integrationsprozess muss jedoch weitergehen. Wenn das Schweizervolk weiss, welche Auswirkungen ein Beitritt hat, kann es an der Urne dann schlussendlich bestimmen, welcher Weg eingeschlagen werden soll. Die Blockadestrategie der Europagegner bringt unserem Volk und der Schweiz absolut keine Vorteile und bringt uns auch keinen Schritt weiter.

Studer Heiner (E, AG): Bekanntlich hat sich die gesamte evangelische und unabhängige Fraktion für die bilateralen Abkommen ausgesprochen. Aber bezüglich der Frage des Weitergehens gibt es in unserer Fraktion verschiedene Auffassungen. Die Mehrheit der Fraktion ist ganz klar gegen jede Art von Gegenvorschlag zur Volksinitiative «Ja zu Europa!». Ich möchte kurz die Hauptgründe nennen: Inhaltlich ist die Mehrheit dagegen, dass wir jetzt gezwungen werden sollen, uns für einen strategischen Schritt auszusprechen, den wir hier und so nicht zu tun bereit sind. Da müsste der Nationalrat auch an den Ständerat denken, weil es in dieser grundsätzlichen Frage nun einmal auch dort eine andere Mehrheit gibt. Es stellt sich die Frage, ob man bei einer Frage, die ja nicht materiell zu einem Entscheid führen kann, einen solchen Konflikt zwischen den beiden Kammern schaffen will in Bezug auf ein so genanntes strategisches Ziel, das im Moment in der Diskussion nicht weiterführt.

Dieser Gegenvorschlag – so wurde auf der einen Seite erklärt – bringe eigentlich nichts, er sei ja so leise und «light», dass man ihn durchaus genehmigen könne. Dann kann man umgekehrt auch die Frage stellen, weshalb man dann einen solchen indirekten Gegenvorschlag erzwingen muss, wenn er ja nichts bringt.

Wir sind der Meinung: Weil der Bundesbeschluss 1 ja wirklich das beinhaltet, was schon in der Kompetenz des Bundesrates liegt, und weil wir wissen, dass der Bundesrat zu dem Zeitpunkt, da er in seiner Kompetenz weitere Schritte tun will, das auch tun kann, und wir das später politisch werten werden, ist es aus der Sicht der Mehrheit unserer Fraktion richtig, auf einen Gegenvorschlag zu verzichten.

Das sind die hauptsächlichen Überlegungen der Mehrheit unserer Fraktion, weshalb sie gegen jede Form eines Gegenvorschlages zur Volksinitiative «Ja zu Europa!» stimmen wird.

Suter Marc F. (R, BE), für die Kommission: Herr Fischer macht namens der Minderheit geltend, die Verabschiedung eines Gegenvorschlages sei überflüssig, weil Aussenpolitik ohnehin eine Kompetenz des Bundesrates sei. Wir führen hier freilich keine Debatte über die bundesrätlichen Kompetenzen, sondern wir führen hier eine Debatte über die Stärkung der bundesrätlichen Politik.

Der Bundesrat hat nicht aufgrund einer Kompetenzfrage oder einer rechtlichen Überlegung einen Gegenvorschlag gewünscht, sondern er will sich stärken, er will sich legitimieren, er will von Ihnen Unterstützung für das Beitrittsziel in der Zukunft. Es gilt hier und jetzt festzuhalten, dass dieses Beitrittsziel vom Tisch ist, wenn wir Nein sagen oder uns dem Ständerat anschliessen.

Herr Fischer findet weiter, der Gegenvorschlag mit dem Beitrittsziel sei eine Zwängerei. Wir können natürlich den EU-Beitritt von der Traktandenliste streichen. Das Problem ist damit nicht gelöst, und die Frage bleibt, wo die Schweiz in Zukunft steht, wo sie ihren Platz in Europa einnehmen wird. Herr Fischer führt schliesslich ins Feld, das Ganze sei ohnehin nur eine Deklamation, das habe keine rechtliche Verbindlichkeit. Erstaunlich ist aber, dass der Ständerat genau umgekehrt argumentiert. Er lehnt die Verankerung des Beitrittsziels im Gegenvorschlag vor allem aus einem rechtlichen Grund ab. Die Mehrheit im Ständerat vertritt die Auffassung, es gehe nicht an, dass der Bundesrat und die Bundesversammlung an einen Beschluss gebunden würden, der in Form eines rechtlich verbindlichen Erlasses gefasst werde Auch hier also Widersprüche über Widersprüche.

Es geht jetzt darum, ein politisches Zeichen zu setzen, sich hinter die bundesrätliche Politik zu stellen und damit den bundesrätlichen Kurs zu stärken und nicht etwa zu schwächen oder gar das Beitrittsziel vom Tisch zu wischen. Das hat nämlich das Volk mit seinem massiven Ja zu den bilateralen Verträgen keineswegs zum Ausdruck gebracht. Die Frage, wohin das Schweizervolk reisen will, ist weiterhin offen.

Ich bitte Sie, jetzt nicht schwach zu werden, sondern festzuhalten, damit der Ständerat eine letzte Chance nutzen kann, sich diesem Gegenvorschlag anzuschliessen.

Rennwald Jean-Claude (S, JU), pour la commission: Brièvement, quelques remarques par rapport à ce qui a été dit. En ce qui concerne les arguments de la minorité de la commission qui consistent à dire que l'abandon du contre-projet laisserait davantage de marge de manoeuvre au Conseil fédéral, je pense que c'est exactement le contraire qui est vrai. Parce que, sans contre-projet indirect, sans ce texte, l'initiative sera maintenue et, dans un certain sens, cela va fermer le jeu. Si vous lisez comme il faut le texte du contre-projet, vous constaterez que c'est le Conseil fédéral lui-même qui décide du moment de la réactivation de la demande d'adhésion. Je crois qu'on ne peut pas offrir une marge de manoeuvre beaucoup plus grande au Conseil fédéral. Je pense aussi qu'il n'est pas tout à fait correct de dire que ce texte est purement déclamatoire. Ici encore, je crois qu'il faut relire le texte, puisqu'on dit notamment que, dans la perspective de la préparation des négociations d'adhésion, le Conseil fédéral soumet au Parlement un rapport sur les conséquences institutionnelles, et cela aussi bien en ce qui concerne la démocratie, le fédéralisme, la réforme du Gouvernement, etc. Je crois que ça, ce n'est pas une déclamation mais au contraire des éléments extrêmement précis.

Je ne vais pas rouvrir non plus un débat sur tout ce qui s'est passé au sujet des mesures que les 14 autres pays membres de l'Union européenne avaient prises en son temps à l'encontre de l'Autriche. Mais je crois qu'on peut tout de même constater que les récentes décisions de retirer ces mesures montrent ce que j'appellerai une capacité autocritique de l'Union européenne, et que cela est à mes yeux encore un argument supplémentaire pour maintenir et poursuivre le but stratégique de l'adhésion, tel que le préconise le contre-projet indirect.

Une toute dernière remarque. Souvent je ne suis pas d'accord avec M. Eggly, mais vu qu'il s'inspire notamment de François Mitterrand, je peux l'être un peu davantage aujourd'hui. Quand il dit: «Il faut donner du temps au temps», je crois qu'il a parfaitement raison parce que, je l'avais déjà dit à l'occasion du grand débat, en histoire il y a le temps court et le temps long. Dans cette matière forte et complexe, nous sommes précisément dans le temps long, et le contre-projet qui vous est proposé par la majorité de la commission s'inscrit précisément dans ce temps long.

C'est pourquoi je vous demande de le maintenir et donc de suivre la majorité de la commission.

Deiss Joseph, conseiller fédéral: Le Conseil fédéral est évidemment sensible aux nombreux témoignages de confiance qui lui ont été exprimés tout à l'heure pour qu'il mène la politique étrangère sans qu'il ait besoin d'appuis du Parlement. Néanmoins, le Conseil fédéral est convaincu que le principe que nous avons maintenant inscrit dans la Constitution fédérale, à savoir que le Parlement participe à la politique étrangère, doit être appliqué et vécu. Le Conseil fédéral, avec le Parlement, s'oppose à l'initiative populaire «Oui à l'Europe!», même si le but de cette initiative correspond à sa politique. Les arguments pour cette décision, qui est maintenant entérinée par le Parlement, sont connus.

En revanche, le Conseil fédéral estime qu'il est nécessaire de donner une réponse à l'initiative populaire «Oui à l'Europe!» rejetée. En mentionnant l'objectif de l'adhésion, en donnant mandat au Conseil fédéral de préparer les négociations d'adhésion, en respectant la marge de manoeuvre du Conseil fédéral en ce qui concerne la détermination du moment de la réactivation de la demande suisse d'adhésion, et enfin en ne soumettant pas au référendum obligatoire ce qui n'est qu'un objectif (le peuple doit être appelé à décider sur le résultat des négociations).

Le Conseil fédéral est convaincu que l'adoption d'un contre-projet contenant l'objectif d'adhésion à l'Union européenne demeure important et constitue le meilleur moyen pour le

Parlement d'apporter son soutien à la politique européenne poursuivie depuis plusieurs années par le Gouvernement.

J'ai de la peine à comprendre le débat lorsque M. Fischer dit qu'il n'est pas nécessaire de voter un tel arrêté fédéral, parlant de l'idée que se serait une déclamation sans portée juridique («Déclamation ohne Rechtswirkung»), alors que c'est justement cet aspect qui a fait problème au Conseil des Etats, où l'on estimait que «die Rechtsverbindlichkeit» était trop poussée.

J'ai donc un peu le sentiment que ce n'est pas vraiment là-dessus qu'on joue, mais plutôt sur le contenu lui-même.

Or, il est important que, en refusant l'initiative populaire «Oui à l'Europe!», l'on donne un signal à l'intérieur et à l'extérieur. Ce n'est pas une question à prendre à la légère, et il n'est même pas question de croire qu'à Bruxelles on interprétera sans faute ce que le peuple aura décidé.

C'est en donnant un signal positif – du côté de l'Union européenne – par ce contre-projet du Conseil fédéral et du Parlement que l'on pourra amortir l'effet négatif que produira un éventuel rejet par le peuple et les cantons de l'initiative populaire «Oui à l'Europe!».

Par conséquent, le Conseil fédéral maintient sa position et invite le Conseil national à le faire également en confirmant les premiers débats.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 99.011/779)

Für den Antrag der Mehrheit 97 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit 83 Stimmen

00.024

Förderung des Exports.

Bundesgesetz

Promotion des exportations.

Loi fédérale

Botschaft des Bundesrates 23.02.00 (BBl 2000 2101)
Message du Conseil fédéral 23.02.00 (FF 2000 2002)

Ständerat/Conseil des Etats 06.06.00

Nationalrat/Conseil national 20.09.00

Nationalrat/Conseil national 20.09.00

Nationalrat/Conseil national 25.09.00

Nationalrat/Conseil national 26.09.00

Ständerat/Conseil des Etats 28.08.00

Ständerat/Conseil des Etats 06.10.00

Nationalrat/Conseil national 06.10.00

Zapfl Rosmarie (C, ZH), für die Kommission: Das Exportförderungsgesetz, über das wir heute beraten, betrifft eine Aufgabe, die seit 1927 ein Gemeinschaftswerk von Bund und Wirtschaft ist. Das Ziel dieses Gesetzes ist die Förderung der Aussenwirtschaft. Der Ständerat behandelte diese Vorlage als Erstrat, und er stimmte der Vorlage am 6. Juni 2000 zu, mit der Ergänzung, dass die Exportförderungsinstanz vom Bund einen Leistungsauftrag erhalten soll.

Bei diesem Gesetz handelt es sich um ein Rahmengesetz, das die alten Erlasse des Bundes betreffend die Subventionierung der Schweizerischen Zentrale für Handelsförderung (Osec) ablöst. In Zukunft werden laut diesem Gesetz mehrere Exportförderer bezeichnet. Es steht heute allerdings fest, dass mit der Osec ein Leistungsauftrag vereinbart wird. Auf den Exportförderer Osec werde ich später noch zu sprechen kommen.

Neben diesem Rahmengesetz beantragt der Bundesrat für die Finanzierung der Exportförderung für die Jahre 2001 bis 2003 einen Rahmenkredit von 40,8 Millionen Franken. Für die APK hat dieses Geschäft wichtige aussenpolitische Dimensionen. Sie hat aus diesem Grunde verlangt, dass es in der APK behandelt wird, und da die WAK in Wirtschafts-

fragen Spezialistin ist, wurde sie zu einem Mitbericht eingeladen. Sie hat in einer Subkommission sehr intensiv und gründlich gearbeitet.

Die APK konnte mit den Herren Schneider-Ammann und Spuhler aus der WAK die Probleme und Bedürfnisse der Exportförderung diskutieren. Dabei kristallisierten sich ganz klar drei Schwerpunkte heraus, die aus der Sicht der APK im Gesetz griffiger formuliert werden müssen.

1. Die Zielsetzung des neuen Gesetzes sollte speziell auf die KMU ausgerichtet werden. Damit soll nicht eine Kluft zwischen Gross- und Kleinunternehmungen geschaffen werden. Grossfirmen sind mit eigenen Leuten in den Exportmärkten vertreten und deshalb auf die Exportförderung nicht so angewiesen wie KMU. Kleine und mittlere Unternehmungen brauchen eine kompetente und rasch handelnde Anlaufstelle. Sie verfügen nicht über die nötigen Stäbe und Ressourcen, um ein bestimmtes Produkt in ein bestimmtes Land zu exportieren. Heute geht beim Kleinunternehmer viel Zeit verloren, bis die nötigen Informationen vorliegen. Statistisch ist es erwiesen, dass z. B. in der Metallbranche nur 20 Prozent der Betriebe Exporterfahrung haben.

Aus diesem Grund ist es besonders wichtig, dass im Gesetz auf die Förderung der KMU hingewiesen wird. Die APK des Nationalrates beantragt Ihnen in Artikel 1 eine entsprechende Ergänzung.

2. Nach Auffassung der APK hat der Bund seine Aussenstellen in den Dienst der Exportförderung zu stellen. Wir sind überzeugt, dass dies in verschiedenen Ländern und in verschiedenen Koordinationsbüros auch geschieht. Damit dieses Aussenetz professionalisiert werden kann, beantragt die APK in Artikel 1 Absatz 2 des Finanzierungsbeschlusses einen Zusatzkredit von 4,5 Millionen Franken für die Ausbildung der zuständigen Personen. Die Ausbildung soll hauptsächlich vor Ort, in den Schwerpunktländern, erfolgen. In der Schweiz bilden die Grossfirmen, die im Exportgeschäft tätig sind, ihre Mitarbeiter sehr gut aus. Die Mitarbeiter von Aussenstellen des Bundes jedoch müssen auch die Bedürfnisse der Exportfirmen kennen; umgekehrt müssen die Firmen die Repräsentanten in den Aussenstellen der Schweiz kennen.

Offenbar ist das heute nicht so sehr der Fall. Ein Grund dafür sind sicher die kurzfristigen Engagements der Wirtschaftsattachés bei den Botschaften. Es braucht – das ist ja klar – viele Jahre, bis ein Verantwortlicher die zuständigen Leute, aber auch die Wirtschaft des Landes kennt. Die regelmässigen Rotationen, die heute vorgenommen werden, sind negativ und der Arbeit der Botschaften sicher nicht sehr förderlich. Damit das Ziel, das wir anstreben, erreicht werden kann, braucht es eine gute Zusammenarbeit zwischen dem EDA und dem EVD. Nach Aussagen von Herrn Staatssekretär Syz ist die Bereitschaft zum Aufbau neuer Strukturen im diplomatischen Korps vorhanden. Gute Koordination und Zusammenarbeit zwischen den einzelnen Bundesämtern vereinfachen den Zugang zu den Ressourcen. Unkoordiniertes oder gar konkurrenzierendes Auftreten, wie das heute zum Teil leider der Fall ist, darf mit der neuen Organisation nicht mehr vorkommen.

Um in der Unterstützung der Exportförderung mit anderen Ländern gleichzuziehen, braucht es keine Verbesserung der heutigen Strukturen, sondern es braucht einen Quantensprung. Dafür braucht es mehr finanzielle Mittel. Die gesamthaft beantragten 4,5 Millionen Franken sollen in den nächsten drei Jahren gezielt für die Ausbildung eingesetzt werden.

3. Zum Leistungsauftrag: Seit 1927, seit der Schaffung der Gesetzgebung, hat die Osec mit ihrer Zentrale für die Exportförderung die Leistungen verkauft. Über die Stellung der Osec wurde in der APK engagiert und ausführlich diskutiert. Man war übereinstimmend der Meinung, dass die Osec in der heutigen Form ihren Auftrag nicht mehr wahrnehmen kann. Auf der einen Seite ist sie zu bürokratisch, auf der anderen Seite wird sie im Ausland zu wenig oder gar nicht wahrgenommen. Verschiedene Firmen wollen mit der Osec nichts zu tun haben, weil ihr Vorgehen zu kompliziert sei. Es wird ihr auch der Vorwurf gemacht, dass die Mittel zu wenig